



CONSEIL D'ÉTAT  
section de législation

RAAD VAN STATE  
afdeling Wetgeving

avis 78.999/2  
du 9 mars 2026

advies 78.999/2  
van 9 maart 2026

sur

over

un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 10 janvier 1991 établissant la nomenclature des prestations de rééducation visée à l'article 23, § 2, alinéa 2, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, portant fixation des honoraires et prix de ces prestations et portant fixation du montant de l'intervention de l'assurance dans ces honoraires et prix'

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 januari 1991 tot vaststelling van de nomenclatuur van de revalidatieverstrekkingen, bedoeld in artikel 23, § 2, tweede lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, tot vaststelling van de honoraria en prijzen van die verstrekkingen en tot vaststelling van het bedrag van de verzekeringstegemoetkoming in die honoraria en prijzen'

Le 3 mars 2026, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargé de la Lutte contre la pauvreté à communiquer un avis dans un délai de cinq jours ouvrables sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 10 janvier 1991 établissant la nomenclature des prestations de rééducation visée à l'article 23, § 2, alinéa 2, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, portant fixation des honoraires et prix de ces prestations et portant fixation du montant de l'intervention de l'assurance dans ces honoraires et prix'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 9 mars 2026. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Christine HOREVOETS et Michèle BELMESSIERI, conseillères d'État, et Béatrice DRAPIER FACCO, greffier.

Le rapport a été présenté par Benoît LAGASSE, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Patrick RONVAUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 9 mars 2026.

\*

Op 3 maart 2026 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Armoedebestrijding verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 januari 1991 tot vaststelling van de nomenclatuur van de revalidatieverstrekkings, bedoeld in artikel 23, § 2, tweede lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, tot vaststelling van de honoraria en prijzen van die verstrekkings en tot vaststelling van het bedrag van de verzekeringstegemoetkoming in die honoraria en prijzen'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 9 maart 2026. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Christine HOREVOETS en Michèle BELMESSIERI, staatsraden, en Béatrice DRAPIER FACCO, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Benoît LAGASSE, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Patrick RONVAUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 9 maart 2026.

\*

Suivant l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« Considérant que dans le cadre du budget des soins de santé 2026 qui a été approuvé par le Conseil Général de l'institut national d'assurance maladie-invalidité le 20 octobre 2025, il est prévu de réduire de 10 % les montants des prestations mentionnées à l'alinéa 1<sup>er</sup> du chapitre IV de l'annexe à l'arrêté royal du 10 janvier 1991 établissant la nomenclature des prestations de rééducation visée à l'article 23, § 2, alinéa 2 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, portant fixation des honoraires et prix de ces prestations et portant fixation du montant de l'intervention de l'assurance dans ces honoraires et prix ;

Considérant que la diminution de 10 % des montants des prestations mentionnées à l'alinéa 1<sup>er</sup> du chapitre IV de l'annexe dudit arrêté royal doit entrer en vigueur le plus rapidement possible, le présent arrêté royal doit dès lors être publié le plus rapidement possible ».

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

## EXAMEN DU PROJET

### PRÉAMBULE

Étant donné que l'auteur du projet a décidé de requérir l'avis du Conseil d'État, l'alinéa 8, qui gagnerait en outre à figurer après la motivation de l'urgence, sera rédigé comme suit :

« Vu l'avis 78.999/2 du Conseil d'État, donné le 9 mars 2026, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; ».

### DISPOSITIF

#### Article 1<sup>er</sup>

La volonté de l'auteur du projet est de diminuer les montants des prestations concernées de 10 %. Or, en remplaçant le montant « 35,35 EUR » par « 55,67 EUR » et le montant « 25,46 EUR » par « 40,09 EUR », le projet semble augmenter les montants des prestations concernées. Interrogée sur ce point, la déléguée a indiqué :

« Les montants <35,35 EUR> et <25,46 EUR> sont les montants non-indexés pour la rééducation cardiaque qui étaient d'application pour l'année 2001. L'article 4*bis* de l'annexe à l'arrêté royal du 10 janvier 1991 prévoit que les montants des honoraires pour les prestations de rééducation pour les patients cardiaques sont indexés conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 8 décembre 1997 fixant les modalités d'application pour l'indexation des prestations dans le régime de l'assurance obligatoire soins de santé. Comme cette indexation est prévue dans l'arrêté royal, les montants inscrits à l'arrêté ne sont pas adaptés après chaque indexation. Le projet d'arrêté royal qui vous est soumis reprend les montants indexés et diminué de 10% ».

L'article 4*bis* de l'arrêté royal du 10 janvier 1991 'établissant la nomenclature des prestations de rééducation visée à l'article 23, § 2, alinéa 2, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, portant fixation des honoraires et prix de ces prestations et portant fixation du montant de l'intervention de l'assurance dans ces honoraires et prix' se lit comme suit :

« § 1<sup>er</sup>. Le libellé de chaque prestation figurant au chapitre V de l'annexe est suivi par le montant des honoraires pour chaque prestation. Ce montant est le montant maximum qui peut être porté en compte au bénéficiaire par le médecin agréé à la fois comme médecin spécialiste en rééducation cardiologique et comme médecin spécialiste, soit en cardiologie, soit en médecine interne, soit en pédiatrie, soit en médecine physique, à la demande et sous la surveillance duquel le programme est exécuté. Dans le cas où ce médecin est spécialiste en médecine physique, l'équipe doit comporter en outre un médecin spécialiste en cardiologie, en médecine interne ou en pédiatrie.

§ 2. À partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté royal, le montant des honoraires pour les prestations mentionnées au § 1<sup>er</sup> est indexé conformément à l'arrêté royal du 8 décembre 1997 fixant les modalités d'application pour l'indexation des prestations dans le régime de l'assurance obligatoire soins de santé.

Toutefois, lors de la première application de cette disposition, il sera tenu compte de l'évolution entre d'une part, l'indice-pivot auquel les honoraires visés sont liés depuis leur dernière adaptation avant l'entrée en vigueur du présent arrêté royal et d'autre part, la valeur de l'indice-santé telle que visée dans les articles 1<sup>er</sup> et 2 de l'arrêté royal précité du 8 décembre 1997 ».

Il ressort de cette disposition et en particulier du paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, que les montants, y compris ceux résultant de la modification qui serait opérée par la disposition examinée, doivent être indexés à partir de la date d'entrée en vigueur d'un arrêté royal précédemment adopté.

Ainsi, les montants de 55,67 euros et de 40,09 euros que le projet entend instaurer devraient être indexés à partir de la date d'entrée en vigueur de cet arrêté royal, ce qui ne correspond pas à l'intention de l'auteur du projet qui est de diminuer les montants existants actuellement.

Par conséquent, afin d'atteindre l'objectif fixé par l'auteur du projet, il convient de remplacer les montants existants, et non encore modifiés, par les montants correspondants à 90 % de ceux-ci.

La disposition examinée sera revue à la lumière de cette observation.

## Article 2

Interrogée sur la date d'entrée en vigueur du projet, la déléguée a répondu :

“De reden dat er niet gekozen wordt voor een vaste datum is om te vermijden dat de maatregel retroactief zou ingaan (gelet op het administratief proces voor een ontwerpbesluit is het immers niet altijd mogelijk een correcte retroplanning te maken met een ontwerp dat een vaste datum van inwerkingtreding bevat).

Het voorzien van nieuwe tarieven op de eerste dag van een maand (in casu na de maand van publicatie) in plaats van een inwerkingtreding tien dagen na publicatie wordt ingegeven omwille van administratieve en technische redenen m.b.t. de duidelijkheid bij de facturatie van de verstrekkingen en vervolgens op eventuele controles van die facturatie.

(...)

Daarnaast is de maatregel inderdaad hoogdringend, waardoor elke maand die gewonnen kan worden als startdatum van de maatregel van belang is om de vooropgestelde besparingen te kunnen realiseren (hoe later de besparingen in werking kunnen treden hoe groter de kans op een overschrijding van de partiële begrotingsdoelstelling).

Omwille van deze beide elementen wordt dus enerzijds de dringende noodzakelijkheid aangevoerd en wordt anderzijds de inwerkingtreding opgenomen in artikel 2 voorgesteld”.

\*

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt:

“Considérant que dans le cadre du budget des soins de santé 2026 qui a été approuvé par le Conseil Général de l’institut national d’assurance maladie-invalidité le 20 octobre 2025, il est prévu de réduire de 10 % les montants des prestations mentionnées à l’alinéa 1<sup>er</sup> du chapitre IV de l’annexe à l’arrêté royal du 10 janvier 1991 établissant la nomenclature des prestations de rééducation visée à l’article 23, § 2, alinéa 2 de la loi relative à l’assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, portant fixation des honoraires et prix de ces prestations et portant fixation du montant de l’intervention de l’assurance dans ces honoraires et prix;

Considérant que la diminution de 10 % des montants des prestations mentionnées à l’alinéa 1<sup>er</sup> du chapitre IV de l’annexe dudit arrêté royal doit entrer en vigueur le plus rapidement possible, le présent arrêté royal doit dès lors être publié le plus rapidement possible.”

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

## ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

### AANHEF

Aangezien de steller van het ontwerp beslist heeft het advies van de Raad van State in te winnen, moet het achtste lid, dat overigens na de motivering van de spoedeisendheid geplaatst zou moeten worden, als volgt gesteld worden:

“Gelet op advies 78.999/2 van de Raad van State, gegeven op 9 maart 2026, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”.

### DISPOSITIEF

#### Artikel 1

De steller van het ontwerp wil de bedragen van de verstrekkingen in kwestie met 10 % verlagen. Doordat in het ontwerp het bedrag van “35,35 EUR” vervangen wordt door “55,67

EUR” en het bedrag van “25,46 EUR” door “40,09 EUR” lijkt het evenwel dat de bedragen van de verstrekkingen in kwestie verhoogd worden. Op een vraag hierover heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“Les montants <35,35 EUR> et <25,46 EUR> sont les montants non-indexés pour la rééducation cardiaque qui étaient d'application pour l'année 2001. L'article 4*bis* de l'annexe à l'arrêté royal du 10 janvier 1991 prévoit que les montants des honoraires pour les prestations de rééducation pour les patients cardiaques sont indexés conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 8 décembre 1997 fixant les modalités d'application pour l'indexation des prestations dans le régime de l'assurance obligatoire soins de santé. Comme cette indexation est prévue dans l'arrêté royal, les montants inscrits à l'arrêté ne sont pas adaptés après chaque indexation. Le projet d'arrêté royal qui vous est soumis reprend les montants indexés et diminué de 10%.”

Artikel 4*bis* van het koninklijk besluit van 10 januari 1991 ‘tot vaststelling van de nomenclatuur van de revalidatieverstrekingen bedoeld in artikel 23, § 2, tweede lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994, tot vaststelling van de honoraria en prijzen van die verstrekkingen en tot vaststelling van het bedrag van de verzekeringstegemoetkoming in die honoraria en prijzen’ luidt als volgt:

“§ 1. De omschrijving van elke prestatie opgenomen in hoofdstuk IV van de bijlage wordt gevolgd door het bedrag van de honoraria voor elke prestatie. Dit bedrag is het maximumbedrag dat door de arts tegelijk erkend als arts specialist in de cardiologische revalidatie en als arts specialist, ofwel in de cardiologie, ofwel in de interne geneeskunde, ofwel in de pediatrie, ofwel in de fysische geneeskunde, op wiens aanvraag en onder wiens toezicht het programma wordt uitgevoerd, aan de rechthebbende mag worden aangerekend. In geval deze arts een specialist in de fysische geneeskunde is, dient de equipe bovendien een arts specialist in de cardiologie, in de inwendige geneeskunde of in de pediatrie te bevatten.

§ 2. Het bedrag van de honoraria voor de in § 1 vermelde prestaties wordt, vanaf de datum van inwerkingtreding van dit koninklijk besluit, geïndexeerd overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 8 december 1997 tot bepaling van de toepassingsmodaliteiten voor de indexering van de prestaties in de regeling van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging.

De eerste maal dat deze bepaling wordt toegepast, zal evenwel rekening worden gehouden met het verschil tussen enerzijds de spilindex waaraan voormelde honoraria sinds hun laatste aanpassing vóór de inwerkingtreding van dit besluit gekoppeld zijn en anderzijds de waarde van het gezondheidsindexcijfer zoals bedoeld in de artikelen 1 en 2 van voormeld koninklijk besluit van 8 december 1997.”

Uit die bepaling, en in het bijzonder uit paragraaf 2, eerste lid, blijkt dat de bedragen, met inbegrip van de bedragen voortvloeiend uit de wijziging die de voorliggende bepaling zou aanbrengen, geïndexeerd moeten worden vanaf de datum van inwerkingtreding van een eerder vastgesteld koninklijk besluit.

Zodoende zouden de bedragen van 55,67 euro en van 40,09 euro die het ontwerp beoogt in te voeren, geïndexeerd moeten worden vanaf de datum van inwerkingtreding van dat koninklijk besluit, wat niet strookt met de bedoeling van de steller van het ontwerp, namelijk het verlagen van de huidige bedragen.

Om het gestelde doel te bereiken, dient de steller van het ontwerp de bestaande en nog niet gewijzigde bedragen dus te vervangen door de bedragen die 10 % lager liggen.

De voorliggende bepaling moet in het licht van deze opmerking herzien worden.

### Artikel 2

Op een vraag over de datum van inwerkingtreding van het ontwerp heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“De reden dat er niet gekozen wordt voor een vaste datum is om te vermijden dat de maatregel retroactief zou ingaan (gelet op het administratief proces voor een ontwerpbesluit is het immers niet altijd mogelijk een correcte retroplanning te maken met een ontwerp dat een vaste datum van inwerkingtreding bevat).

Het voorzien van nieuwe tarieven op de eerste dag van een maand (in casu na de maand van publicatie) in plaats van een inwerkingtreding tien dagen na publicatie wordt ingegeven omwille van administratieve en technische redenen m.b.t. de duidelijkheid bij de facturatie van de verstrekkingen en vervolgens op eventuele controles van die facturatie.

(...)

Daarnaast is de maatregel inderdaad hoogdringend, waardoor elke maand die gewonnen kan worden als startdatum van de maatregel van belang is om de vooropgestelde besparingen te kunnen realiseren (hoe later de besparingen in werking kunnen treden hoe groter de kans op een overschrijding van de partiële begrotingsdoelstelling).

Omwille van deze beide elementen wordt dus enerzijds de dringende noodzakelijkheid aangevoerd en wordt anderzijds de inwerkingtreding opgenomen in artikel 2 voorgesteld.”

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER FACCO

Patrick RONVAUX